

## Faux prophètes et bons apôtres

*A propos des « nouveaux mouvements sociaux »*

Essor des associations, multiplication des comités d'usagers, prolifération de groupements revendicatifs, floraison de pratiques dites « alternatives »... Ces « nouveaux mouvements sociaux », apparus en dehors des organisations partisans ou syndicales traditionnelles et dans des champs délaissés jusqu'alors par elles, laissent encore la majeure partie des révolutionnaires désemparés. Or, s'il ne fait pas de doute que ces derniers doivent s'intéresser à ces luttes et en être partie prenante pour y défendre leur conception stratégique, comme le rappelle J.-M. Charon<sup>1</sup>, encore faut-il, pour y « mener un débat clarificateur », ne pas le placer sur un terrain miné. De ce point de vue, ceux qui tentent d'y voir clair à propos des luttes sur le « cadre de vie » ne sont guère gâtés.

Pour certains, l'émergence des « mouvements sociaux urbains » surgis au cours de la dernière décennie témoigne d'une aggravation des contradictions de classes et s'inscrit donc dans une dynamique anticapitaliste. Pour les autres, ou pour les mêmes une fois revenus de leurs « illusions » révolutionnaires, ces mouvements annoncent la renaissance de la « société civile » face à l'État par-delà les antagonismes de classes. Disons d'emblée que l'une et l'autre interprétations ne nous satisfont pas dans la mesure où elles sous-estiment (dans le cas de la première) ou occultent (dans le cas de la seconde)

l'ampleur et la portée des mutations en cours dans la phase actuelle d'évolution du capitalisme en France, alors que ce sont elles qui donnent leurs sens (signification et direction) à ces phénomènes inédits désignés par la notion de « nouveaux mouvements sociaux ». Avant d'exposer les grandes lignes de notre argumentation, voici la thèse qu'elle vise à fonder : le processus global de changement social dont participent ces mouvements *tels qu'ils se sont réalisés jusqu'à présent* est la reproduction des rapports de production. Leur rôle historique est de permettre à la bourgeoisie de rétablir son hégémonie sur la base d'une nouvelle alliance de classe avec la petite bourgeoisie intellectuelle et technicienne à travers la mise en place d'un nouveau mode de gestion étatique de la société civile fonctionnant à la délégation de pouvoir.

## 1. De la contestation à l'« expérimentation »

Lorsqu'il y a une dizaine d'années les luttes urbaines commencent à défrayer la chronique en France, chacun s'accorda à leur reconnaître un caractère anticapitaliste. Théorisée par Henri Lefebvre et les situationnistes, la « révolution urbaine » dont ces mouvements annonçaient l'inéluctable venue fut tout d'abord identifiée à la révolution socialiste. Puis les sociologues de l'école structuralo-marxiste s'emparèrent à leur tour de la « question urbaine » pour faire prévaloir, avec force démonstrations « scientifiques », l'idée selon laquelle un nouveau front était en train de se constituer contre la domination de classe à partir des contradictions nées dans la sphère de la consommation collective, tombée à son tour sous la coupe du profit. Étant donné que les méfaits de l'aménagement et de l'urbanisme capitalistes affectaient l'ensemble des classes dominées, l'extension du refus de l'aliénation capitaliste à d'autres domaines de la pratique sociale offrirait au prolétariat l'occasion non seulement de déployer son offensive sur de nouveaux lieux, mais aussi de gagner de nouveaux alliés. Ainsi articulés au combat mené par les travailleurs contre l'exploitation, les « mouvements sociaux urbains » contribueraient à élargir la brèche ouverte dans le « Système » et à saper les fondements de la société bourgeoise, hâtant de la sorte l'heure de son écroulement.

Dix ans plus tard, il faut déchanter. Malgré la « crise » ou grâce à elle, le régime s'est stabilisé. Les uns après les autres, les organes éclos à la chaleur des luttes populaires contre l'urbanisation capita-

liste passent de la revendication à la participation, à moins qu'ils ne s'évanouissent avec la retombée des mobilisations. Partis parmi les premiers en guerre contre les « carences du système politique et administratif français, incapable de maîtriser le développement urbain », les Groupes d'action municipale — ou ce qu'il en reste — mettent aujourd'hui en œuvre, dans les municipalités où ils ont pris pied, des formes rénovées de gestion urbaine. Après s'être érigés en « contre-pouvoirs » hostiles pour faire pièce aux décisions des pouvoirs en place, comités de résidents et autres associations font assaut de « responsabilité » et de respectabilité pour être admis comme interlocuteurs valables par les instances officielles. Là où il n'en existe pas, les élus locaux dans le vent en suscitent pour persuader l'opinion de la sincérité de leurs convictions « démocratiques » ou « autogestionnaires ». Les plus audacieux n'hésitent pas à lancer des « ateliers publics d'urbanisme » ouverts à la population pour élaborer des contre-projets d'urbanisme opposables aux projets établis par les autorités compétentes. Bien plus, des groupes créés pour permettre aux habitants de s'auto-organiser et d'imposer leur conception de l'habitat en court-circuitant les institutions représentatives se voient de plus en plus présentés comme des modèles à imiter, les initiatives jugées les plus « innovantes » étant encouragées au titre de l'« expérimentation sociale » par des organismes semi-privés ou para-publics *spécialisés dans la promotion des expériences nouvelles dans tous les domaines de la vie quotidienne.*

Derniers-nés de la vague contestataire en matière d'aménagement, les Groupes d'information sur l'aménagement (GIAM) s'étaient pourtant voulus au départ en rupture avec les pratiques d'institutionnalisation et d'intégration propres à la plupart des groupes qui militent sur le « cadre de vie ». Composés de techniciens qui remettaient en cause la finalité du travail qu'ils effectuaient dans le cadre de leur profession d'architecte, d'urbaniste, d'économiste ou de chercheur, ils souhaitaient prendre part aux luttes populaires contre l'aménagement capitaliste en leur fournissant des informations et en aidant à leur coordination. Sans doute ce basisme a-t-il donné des fruits qui ont paru de bon aloi en haut lieu, puisque certains leaders des GIAM se voient maintenant conviés à faire état de leurs expériences « sur le terrain auprès des masses » sous l'égide de la revue *Autrement* et du Centre d'information sur l'innovation sociale, ou à passer des contrats avec le ministère de l'Environnement pour que celui-ci puisse tirer profit des connaissances acquises

au cours des luttes urbaines ou rurales dont le pouvoir bourgeois était censé être la cible. Ainsi voit-on bon nombre d'anciens « maoïstes », qui avaient fait leur premières armes dans l'occupation des logements vides, vendre en quelque sorte leur expérience militante aux technocrates de l'aménagement. Dans tout agitateur sommeille comme chacun sait un animateur : pourquoi ne pas le réveiller et utiliser son activisme pour sortir les habitants de leur torpeur, une fois le calme revenu dans les usines et dans la rue ?

Tout se passe en fin de compte comme si les « mouvements sociaux urbains » n'étaient qu'un moment du cycle de reproduction des élites : les ex-militants du « droit à la ville » siègent dans les mairies pour « manager » l'autogestion du quotidien ou dans les bureaux d'étude pour concocter les « innovations » qui permettront à la population de prendre en main sa propre mise en condition. Quant aux théoriciens marxistes, passés eux aussi au service des ordres établis (Etat, partis social-démocrates, fondations et centres de recherche), ils tentent vaille que vaille de réajuster leurs prévisions à la réalité.

## 2. Une classe ectoplasme

Laissons de côté les efforts dérisoires des idéologues de l'« euro-communisme » pour présenter la conquête électorale du « pouvoir local » par les partis de gauche comme une avancée dans la voie du socialisme. D'Amsterdam à Tokyo en passant par Le Havre, Grenoble ou Bologne, rien n'indique que la présence des « rouges » dans les conseils municipaux ait en quoi que ce soit affaibli le pouvoir de la bourgeoisie<sup>2</sup>. Sans doute est-ce la raison qui a conduit bon nombre de chercheurs à jeter leur défroque marxiste aux orties pour rallier sans plus attendre le camp de la néo-social-démocratie, quitte à replacer la problématique des « mouvements sociaux urbains » sous un nouvel éclairage théorique.

Le *credo* entonné par Alain Touraine, « prophète du mouvement social », et repris par ses épigones, tient en peu de mots, malgré l'abondante littérature destinée à lui assurer le succès sur le marché des idées à la mode. Un « constat » : l'axe des luttes se déplace des conflits du travail vers les conflits du hors travail. Une « explication » : le centre des conflits concerne aujourd'hui moins l'exploitation que l'aliénation. Une conclusion : le prolétariat n'est plus le protagoniste central de la scène historique. La place nous manque

pour réfuter ces assertions qui oscillent entre le postulat et la contre-vérité. Contentons-nous donc, pour nous en tenir à notre propos, de dégager le « non-dit » de ce discours : un autre sujet a pour vocation d'être l'acteur principal du « changement social ». Quel est-il ? Bien malin qui pourrait répondre car, « à l'époque contemporaine, les mouvements sociaux sont définis dans de nouveaux termes que la représentation classique de la société de classes, déterminée par les rapports antagoniques de production [...], n'épuise pas »<sup>3</sup>. On pourrait objecter que le choix d'une définition ainsi que des termes qui entrent dans sa formulation sont affaire d'idéologie. Erreur : la « sociologie nouvelle », comme la nouvelle philosophie, fuit « l'idéologie ». On pourrait aussi se demander si, avant de rejeter le schéma de la lutte des classes, il ne vaudrait pas mieux l'actualiser et lui faire perdre ainsi son « classicisme ». Ce serait peine perdue : avec ses catégories périmées, la grille marxiste s'avère inapte à saisir la spécificité de la société « post-industrielle programmée » vers laquelle nous transitons. N'ayons donc pas crainte de jeter le bébé avec l'eau du bain, car c'est un « cadavre théorique » qui gît au fond de la baignoire. Aussi conviendra-t-il de tenir pour nulle et non avenue l'hypothèse émise par ceux qui, tentant de le ranimer, prétendent que si la dynamique potentiellement anticapitaliste des luttes urbaines n'a jamais réussi à dépasser le stade des virtualités en France, c'est en raison de l'hégémonie de la nouvelle petite bourgeoisie.

Nul n'ignore la place prépondérante des nouvelles couches moyennes salariées dans les « mouvements sociaux urbains » : elles en fixent les objectifs, en orientent le cours, en contrôlent l'organisation. Sur quelles positions de classe ? En fonction de quels intérêts ? Questions oiseuses : les nouveaux acteurs du changement social sont rigoureusement « inclassables ». C'est du moins ce qui ressort des propos que les sociologues de la néo-social-démocratie daignent consacrer à l'« ambiguïté » du statut et du rôle des nouvelles couches moyennes dans un système social qu'ils répugnent de plus en plus, d'ailleurs, à qualifier de capitaliste. « Certainement, opine l'un de ces idéologues, le concept de classe sociale, au sens marxiste, ne leur convient pas. »<sup>4</sup> « Parler de “couches moyennes” (ou de petite bourgeoisie) ne suffit pas, ajoute un autre en écho, sauf à accepter le discours courant et en particulier celui de nombreux marxistes contemporains pour qui la seule question est de savoir si politiquement [...] ces couches sociales vont basculer dans le camp de la

bourgeoisie ou dans celui de la classe ouvrière et dans quelles proportions.»<sup>5</sup> Voilà comment on évacue en quelques lignes la question politique centrale de l'« après-Mai » : celle de l'alliance de classes que la bourgeoisie financière française cherche à établir avec les nouvelles « forces vives » secrétées par la « modernisation » de la société capitaliste au cours des vingt dernières années et jugées capables de prendre le relais des couches-appui traditionnelles, vouées à la marginalisation par la concentration monopoliste à l'échelle mondiale.

Par la globalité de son enjeu, le projet de « changement social » dont ces nouveaux acteurs historiques seraient les porteurs transcenderait la division en classes : à l'exigence « économiste » d'en finir avec l'exploitation, il substituerait une exigence éthique de « désaliénation ». Selon l'un de ses intellectuels organiques, la « classe sociologique » qui souhaite promouvoir une « nouvelle culture » à travers la primauté accordée aux valeurs « conviviales » se caractériserait par la « capacité, potentielle ou actualisée, de se placer sur le plan politique et d'y agir en se détachant du plan économique »<sup>6</sup>. On ne saurait mieux souligner la propension des néo-petits bourgeois à s'extraire par la pensée des rapports de production qui les constituent comme tels. D'où leur hargne contre le marxisme, « idéologie » coupable d'entraver leur fuite dans l'imaginaire et de les ramener sur terre. Resterait à analyser ce qui, compte tenu de la place qui est la leur au sein des rapports de production capitalistes — qui incluent, ne l'oublions pas, la domination politique et l'assujettissement idéologique —, incite les agents de la nouvelle petite bourgeoisie à « autonomiser » le hors-travail par rapport à ces déterminants. Dans quelle mesure les conditions concrètes de travail propres à son mode d'insertion professionnelle n'expliquent-elles pas précisément la tendance de cette fraction de classe à ne voir aucune contradiction entre l'épanouissement des travailleurs dans la sphère du « hors-travail » et le maintien de l'exploitation? Beau thème de réflexion pour les sociologues des « mouvements sociaux », bien « placés » — si l'on peut dire — pour étudier sur le terrain la genèse de la « vision » qu'ils en proposent.

### **3. « Changement social » ou solution de rechange ?**

D'après Marx, une nouvelle classe montante qui cherche à prendre la place d'une autre classe dominante se voit obligée de

«représenter son intérêt comme l'intérêt commun de tous les membres de la société». C'est ce qu'a fait la bourgeoisie, dans la période où elle combattait révolutionnairement la féodalité puis l'aristocratie, avant de développer cet intérêt comme son intérêt particulier. La nouvelle petite bourgeoisie ne cherche-t-elle pas à son tour à donner à sa pensée «la forme de l'universalité» pour inciter les masses à appuyer son ascension lorsqu'elle parle, comme hier, au nom des travailleurs contre la bourgeoisie ou quand elle s'érige aujourd'hui en porte-parole de la «société civile» contre l'État?

Le déplacement de la thématique est en lui-même révélateur. Si l'anti-étatisme a remplacé l'anticapitalisme dans la «nouvelle culture politique», c'est tout d'abord parce que les élites petites bourgeoises ont définitivement fait une croix sur le rêve caressé à la fin des années 60 d'évincer la classe dirigeante. Mais c'est aussi parce qu'elles ont pris leur parti — le PS en l'occurrence — de la servir en tant que nouvelles alliées dans le cadre d'un compromis qui, pour être rampant et quelque peu honteux, n'en est pas moins historique.

Certes, et cela est manifeste dans le cas des luttes sur le «cadre de vie», les mouvements sociaux animés par les néo-petits bourgeois ont très rarement renvoyé aux rapports d'exploitation. On accusait le capital de soumettre l'urbanisation à la logique du profit, de convertir l'espace urbain en marchandise, de faire en un mot «main basse sur la ville», mais non de s'approprier le travail des prolétaires en les forçant à se vendre à lui. Et quand le mot «exploitation» était prononcé par les partisans de la «révolution urbaine», c'était pour désigner les bénéficiaires que les promoteurs, les banquiers et autres «spéculateurs» retiraient du renchérissement des biens de consommation collective.

Aujourd'hui, cependant, cette vision «quantitative» n'est plus de mise. Les conflits sociaux, en effet, seraient avant tout déterminés par les processus d'aliénation engendrés par l'organisation générale de la société. Le problème serait moins de permuer une domination de classe par une autre — et la référence au Goulag tient alors lieu de démonstration — que de modifier «radicalement» la société. Dans quel sens? Pour accroître la «capacité de la société d'agir sur elle-même». Par quel moyen? Grâce aux conflits! La «nouvelle sociologie» fait parfois bon ménage, comme on le voit, avec la tautologie, sort commun à toutes les théorisations lorsqu'elles ne servent plus qu'à camoufler la reproduction des rapports de production.

Que dire, en effet, d'une analyse qui conditionne l'émergence de nouvelles formes de luttes au seul rapport d'aliénation sans l'articuler au rapport d'exploitation, sinon qu'elle cautionne l'idéologie dominante? Dissocier, comme d'aucuns s'attachent à le faire, le « changement social » et le « renversement d'un pouvoir économique de classe » pour valoriser l'un et le déclarer actuel tout en repoussant l'autre, jugé superflu, aux calendes grecques, n'est-ce pas amener de l'eau au moulin giscardien? Procède-t-on à un amalgame stalinien quand on rapproche ces distinguos de celui opéré par Raymond Barre entre la volonté des Français de « changer la société » et leur refus de « changer de société »?

Soucieux sans doute de noyer le poisson petit-bourgeois dans le pluriclassisme des mouvements sociaux où il s'ébat, un sociologue au regard neuf reprochait récemment aux marxistes de figer les activistes qui s'y agitent dans le « marais des analyses courantes des couches moyennes ». Curieuse formulation, entre nous soit dit, étant donné le silence qui est généralement fait sur la nature de classe de ces acteurs et surtout de leur action. Toujours est-il que le sens de celle-ci devrait être cherché « dans leur pratique, et non dans des catégories préétablies qui les rejettent du côté de la bourgeoisie ou du côté de la classe ouvrière »<sup>7</sup>. Le malheur est que cette action, qui, selon l'un de ses thuriféraires attirés, « vise à la transformation des rapports sociaux et des rapports de domination sans exiger une mutation concomitante des rapports de production »<sup>8</sup>, répond parfaitement aux « exigences » de la phase actuelle de développement du capitalisme en France.

Que l'on ne se méprenne pas : l'intérêt des révolutionnaires n'est pas de dédaigner des terrains de lutte propices à toutes les « récupérations » mais au contraire de les investir afin de dévoiler jusqu'au bout les logiques qui leur sont sous-jacentes, et d'enrayer les dérapages idéologiques et les dévoiements politiques auxquels ils se prêtent d'autant mieux qu'ils sont devenus le champ privilégié des manœuvres conjuguées du réformisme et du « libéralisme avancé ». Les « nouveaux mouvements sociaux » prennent place en effet dans une conjoncture de « crise » que l'on aurait bien tort de juger catastrophique pour la bourgeoisie. Le « redéploiement » économique sur lequel se focalise l'attention ne doit pas conduire à tenir pour négligeable le redéploiement institutionnel et culturel qui l'accompagne. L'impact de la « restructuration » sur la structure sociale française et le remodelage des alliances de classes qu'une telle

recomposition implique pour la fraction hégémonique de la bourgeoisie rendent indispensable un réajustement de l'État, à charge pour les intellectuels de procéder à l'*aggiornamento* « théorique » adéquat. Aussi apparaît-il urgent, si l'on prétend s'opposer à ce processus et mettre à profit les luttes qui en découlent, d'approfondir la connaissance des tenants et des aboutissants tant politiques qu'idéologiques de la nouvelle figure prise par le rapport dominant qui reste, osons le rappeler au moment où les propagandistes du capital mettent « l'anti-économique » au poste de commande, l'extorsion de plus-value. Depuis une dizaine d'années, les secteurs éclairés de la classe dirigeante essaient tant bien que mal de « remettre à l'heure les pendules rustiques de la France de papa »<sup>9</sup>. Il serait temps pour ceux qui se réclament encore de la révolution d'actualiser eux aussi leurs conceptions, sous peine d'être en retard d'une contre-révolution, ne fût-elle que préventive.

#### 4. Quant l'État se « désétatise »

Lorsque Michel Albert, technocrate de haute volée, nommé commissaire général du plan par Raymond Barre, affirme que « le progrès des sociétés, c'est un progrès de l'antipouvoir » et revendique son appartenance à la « seconde culture » de Michel Rocard, « la culture associative, celle du dépérissement de l'État, décentralisatrice, régionaliste »<sup>9</sup>, on sera libre de n'y voir que l'un de ces paradoxes « anticonformistes » qu'affectionnent les hommes du pouvoir lorsque celui-ci n'est pas menacé. Tout au plus y décèlerait-on une preuve supplémentaire de la collusion du réformisme avec le capitalisme, confirmation corroborée par Michel Albert lui-même pour qui « la social-démocratie est le régime qui a le plus avancé vers ce que Marx appelait le dépérissement de l'État »<sup>10</sup>. Sans doute est-ce la raison qui pousse Olivier Guichard et Pierre Mauroy à proclamer l'un et l'autre que « la décentralisation est la vraie révolution de notre temps ». Il serait néanmoins de la plus grande légèreté de considérer ces perles comme de simples envolées destinées à amuser la galerie. Cette convergence de propos n'a rien d'improvisée. Elle ne fait que signaler la fin du malentendu qui séparait les adeptes de la « participation » de ceux de l'« autogestion ». Il se trouve en effet que l'aspiration de la nouvelle petite bourgeoisie à « prendre du pouvoir sans prendre le pouvoir » coïncide enfin, à

quelques nuances près, avec la manière dont la grande bourgeoisie entend partager le sien. Mais la réalisation de ces vœux et la matérialisation politique de l'accord sur lequel ils débouchent supposent que l'État ne reste pas en l'état, c'est-à-dire dans l'état où l'ont laissé des siècles de centralisation autoritaire et bureaucratique. L'heure est donc venue de le réformer.

En conclusion d'un ouvrage fort pertinent consacré au « pouvoir suisse », les auteurs se réfèrent à Luther pour en dégager la philosophie<sup>11</sup>. « Une pauvre servante, écrivait ce dernier, est heureuse et peut dire : je cuisine, je fais les lits, je balaie. Qui me l'a ordonné? Mon maître et ma maîtresse [...]. Qui leur a donné un tel pouvoir sur moi? C'est Dieu. Comment pourrais-je être plus heureuse? C'est comme si je cuisinais pour Dieu qui est aux cieux. » Si l'on remplace Dieu par État, heureux par libre et maître par patron, ajoutent les auteurs, on a une bonne description des libertés en Suisse. Et pas seulement en Suisse, si l'on en juge par ce qui se passe dans bon nombre de pays capitalistes « avancés » où le pouvoir bourgeois ne semble guère avoir à souffrir — c'est le moins que l'on puisse en dire! — du fédéralisme, de la déconcentration administrative et du foisonnement des initiatives « associatives ».

Certes, on pourra objecter que la France n'est ni la Suisse, ni l'Allemagne, ni les USA, que l'État français a toujours été dirigiste et que son centralisme remonte à une tradition lointaine qui a perduré par-delà les changements de gouvernement, de régime, voire de système social. De Richelieu à De Gaulle, en passant par la Révolution, l'Empire, les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, n'a-t-on pas assisté à un resserrement constant de l'emprise des sphères supérieures de l'appareil d'État sur la « société civile », la technocratie venant renforcer la bureaucratie avec le développement de l'interventionnisme dans les domaines économique et « social »?

Ce serait pourtant, une fois de plus, gravement sous-estimer les capacités de notre classe dirigeante et se méprendre sur la portée des réaménagements institutionnels qu'elle cherche à mettre en œuvre depuis une dizaine d'années, que de n'y déceler que des réformes de second ordre. Sous prétexte que le discours sur le « changement » ne sert effectivement qu'à donner le change, il serait pour le moins imprudent d'en déduire que sa seule fonction est de masquer la permanence des rapports de production capitalistes. Leur reproduction, faut-il le rappeler, exclue la répétition : le capitalisme, comme l'a très bien démontré Henri Lefebvre, ne peut se maintenir qu'en se

transformant et ce n'est que dans la mesure même où il se transforme qu'il parvient à se maintenir<sup>12</sup>. Faute de bien saisir le sens de ce processus, on en arrive soit à interpréter comme une « révolution » n'importe quelle innovation, comme nous y invitent les idéologues modernistes de tous bords, soit à tenir pour négligeables les mutations du système social sans se rendre compte que ce sont elles qui lui permettent justement de durer. A cet égard, les réactions de ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême gauche à l'agitation entretenue par les instances officielles autour de la question de la « décentralisation » offrent un bon exemple d'aveuglement. Cécité lourde de conséquences, en l'occurrence, étant donné l'importance de l'enjeu que cette question recouvre : il ne s'agit ni plus ni moins pour la bourgeoisie française que de renouveler les formes de son contrôle sur la société.

## 5. Autogestion ou auto-administration ?

Entreprise laborieuse pour la fraction hégémonique de la classe dirigeante que celle qui consiste à remodeler le dispositif étatique pour l'adapter aux nouveaux impératifs de la domination, alors que les partis au pouvoir représentent des couches sociales qui risquent de faire politiquement les frais de cette réorganisation des institutions, après avoir dû subir les contre-coups de la « restructuration » de l'économie. L'élément nouveau, en effet, sans lequel le réagencement en cours ou en gestation des rouages de l'appareil d'État français serait incompréhensible ou, pire encore, mal compris, est que les anciennes couches moyennes, sur lesquelles la bourgeoisie s'était appuyée depuis presque un siècle et demi pour asseoir son pouvoir sur les exploités, sont en voie de liquidation, alors que de nouvelles couches intermédiaires ont fait leur apparition. Issues du développement même du capitalisme, leur poids n'a cessé de croître dans la société non seulement d'un point de vue numérique, mais surtout du fait de leur rôle social aussi bien dans la mise en place des nouvelles modalités de l'accumulation du capital que dans la reproduction et l'encadrement de la force de travail. Or la nouvelle petite bourgeoisie, qui ne peut raisonnablement espérer remplacer la « grande » comme classe exploiteuse à la faveur de l'instauration d'on ne sait quel capitalisme d'État baptisé « socialisme » comme il se doit, refuse néanmoins d'être plus longtemps considéré comme un

« nain politique ». Comme le tiers état en 1789, elle voudrait bien être « quelque chose », sinon tout, et partager le pouvoir, à défaut de le prendre. Quel débouché politique offrir à ses aspirations, dans ces conditions, autre que l'investissement des organes « décentralisés » de l'État, où elle pourra donner la pleine mesure de son aptitude à « autogérer », c'est-à-dire à cogérer, en tant que sous-traitante, la domination ?

Encore faut-il que de telles « structures d'accueil » existent. Et la bourgeoisie française n'ignore pas, depuis 1968, qu'elle ne peut laisser indéfiniment la nouvelle petite bourgeoisie sur la touche... sous peine de la retrouver dans la rue. Il ne suffit donc pas de laisser les notables de cette fraction de classe évincer progressivement ceux de l'alliée traditionnelle au sein d'organes élus que l'autoritarisme de l'« État fort » vouerait à la marginalisation. Tout indique que les secteurs éclairés de la classe dirigeante sont prêts à rompre avec l'hyper-concentration des tâches de décision au sommet de l'État qui caractérise depuis des lustres le fonctionnement du système politique français. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, « la France doit épouser son temps ». L'heure est venue de transférer des attributions vers les niveaux inférieurs, d'alléger la tutelle des instances centrales, de faire confiance au « pouvoir local ». Le tout est qu'il ne tombe pas en de mauvaises mains, à savoir entre celles d'une classe dont l'alliance avec la bourgeoisie n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour, sauf dans les discours.

C'est évidemment à la lumière de cette convergence entre la stratégie de la bourgeoisie et le projet de la nouvelle petite bourgeoisie qu'il convient d'analyser l'étonnante ressemblance entre les flots d'écrits et de paroles que la Droite et la Gauche consacrent à la « décentralisation ». Que l'on songe par exemple à l'*aggiornamento* effréné à propos de la « démocratisation de l'État » auquel se livrent les Giscard, Guichard et autres Peyrefitte qui ne cessent de déplorer le « mal français » que constituerait l'excessif centralisme de notre administration en regard des « modèles » étrangers. Et de prôner une « dé-bureaucratization » des rapports entre l'État et le « citoyen », seul moyen de rapprocher ce dernier de l'exercice du pouvoir et de restaurer l'esprit civique dans notre pays.

La Gauche n'est évidemment pas en reste dans cette dénonciation du « Léviathan » quelque peu « rétro » que serait notre État. Diatribes de Jacques Julliard et de Pierre Rosanvallon contre le « tout-à-l'État », tirades de Jacques Delors et Viansson-Ponté glori-

fiant l'essor de la vie associative censée mettre la démocratie « à portée de la main », gloses de Patrick Viveret sur l'antagonisme entre l'État et la « société civile » qui, depuis la seconde mort de Marx, se serait substitué à la lutte de classes comme moteur de l'histoire... : on n'en finirait plus d'énumérer les appels à réformer l'État qui fusent de toutes parts, comme si toutes les têtes pensantes de l'*Establishment* politique bourgeois et néo-petit-bourgeois s'étaient donné le mot pour évacuer toute autre perspective.

Car ce qui est inscrit aux calendriers libéral avancé ou socialiste autogestionnaire — ce sont peu ou prou les mêmes, décoration idéologique mise à part : seules les dates diffèrent —, *ce n'est pas*, on l'aura deviné, *le dépérissement de l'État, mais celui de la bureaucratie*. Les énarques et les hauts fonctionnaires qui planchent sur la question ne sont tout de même pas suicidaires ! Comme le dit si joliment Jean-Pierre Worms, politologue distingué du PS, il s'agit de « redonner à l'État une nouvelle dignité et non de l'amoindrir ». N'hésitant pas à paraphraser Jefferson, il révèle assez bien le propos de l'anti-étatisme qu'il est de bon ton depuis un certain temps de manifester dans les allées du pouvoir : le meilleur gouvernement, selon lui, c'est celui qui « gouverne plus et administre moins ».

## 6. Du « tout-à-l'État » au tous-à-l'État

On aura compris dès lors à quoi se réduira l'autogestion qui sera octroyée demain aux « citoyens » désireux de « prendre leurs affaires en main » : à l'*auto-administration* telle qu'elle est déjà entrée dans les mœurs outre-Atlantique depuis la fondation même de l'État américain. M. Pierre Richard, responsable à la direction des collectivités locales de la mise en place de la réforme de ces dernières, au ministère de l'Intérieur, en résumait parfaitement le dessein lorsqu'il déclarait, lors d'un colloque consacré aux relations entre le national et le local en matière de décision, que « l'État omnipotent » pouvait « devenir impotent » si un frein n'était pas mis à la centralisation du pouvoir<sup>13</sup>. Mieux vaut le « dégraisser » de toute une série d'attributions qui pourraient être prises en charge avec plus de souplesse et d'efficacité à l'échelon de la région, de la commune ou du regroupement de communes, voire par les associations, à condition — bien entendu — qu'elles soient « responsables ». Comme on peut le constater, cette délégation de pouvoir ou plutôt

d'autorité délivrée par les branches centrales de l'appareil d'État ne l'affaiblira nullement. Au contraire : son action bénéficiera d'un surcroît de flexibilité et, en cas de protestations ou de revendications émanant de la base, la démultiplication des responsabilités permettra aux gouvernants de multiplier les écrans et de ne pas être automatiquement pris pour cible par les « mécontents ».

Ainsi, malgré les « rigidités » et les « blocages » hérités du passé qui en ralentissent le mouvement, l'adaptation de la structure de l'État bourgeois français aux nouvelles modalités de la domination de classe apparaît comme un processus irréversible. Bien sûr, tout ce qui doit être centralisé restera l'apanage des plus hauts niveaux : « hexagonal », européen ou même mondial. Pour accomplir au mieux les tâches « nobles » qui lui seront réservées, le centre se déchargera des tâches subalternes sur la « périphérie » régionale, communale et associative. Le développement de la télématique facilitera d'ailleurs grandement cette nouvelle division du travail puisque la monopolisation des décisions stratégiques déterminantes au niveau « macro » ira de pair avec un contrôle accru à distance de l'exécution des tâches confiées au niveau « micro ». Contrôle plus « technique » que politique étant donné que les néo-petits bourgeois se montrent désormais tout disposés, au sein des municipalités, associations, comités de quartier et autres formes de regroupement à la base, à entériner et à assumer, consciemment ou non, leur rôle d'agents bénévoles des finalités étatiques. Ils ont du pain sur la planche : animation, formation, urbanisme, action socio-culturelle, prévention, sans oublier la délation, cette forme extrême de la « convivialité » expérimentée outre-Rhin et en Italie.

Aussi est-il pour le moins naïf d'interpréter comme le signe prometteur d'une renaissance de la « société civile », enfin dégagée de la tutelle étatique, « la prise en main par les citoyens — en réalité par certains citoyens — des affaires qui les concernent », expression laissant entendre qu'il en est qui ne les concernent pas, alors que ce sont justement celles-ci qui les affectent le plus dans leur vie quotidienne. Ce qui semble se profiler au travers de cette mobilisation participative et autogestionnaire des bonnes volontés, ne serait-ce pas plutôt l'avènement d'une « société civique » où chacun agira dans la mouvance de l'État ? « Pour réveiller le civisme, il convient d'aérer l'État, de le débureaucratiser, de réintroduire une association de tous les citoyens à son fonctionnement, au lieu de l'isoler dans une caste mandarinale. »<sup>14</sup> Émise par le très réactionnaire et

néanmoins lucide président de l'université de droit et d'économie d'Aix-Marseille, Charles Debbasch, cette opinion a le mérite de révéler au grand jour le piège tendu à tous ceux qui croient lutter contre l'État quand ce n'est pas contre le capital en soutenant sans discernement les « pratiques alternatives » sans trop s'interroger sur la dynamique politique globale dans laquelle elles s'inscrivent.

Il ne suffit pas d'invoquer, pour rendre compte de la « récupération » dont elles font le plus souvent l'objet, les « détournements » opérés par les appareils politiques ou les bureaucraties municipales réformistes. Il faudrait en premier lieu cesser de confondre la nature des contradictions qui sont à l'origine des mouvements sociaux avec celle de leur enjeu effectif. « La première caractéristique d'un mouvement social, affirment les structuralo-marxistes, doit être l'établissement de la charge structurale qui en est la base. »<sup>15</sup> Encore importe-t-il de ne pas en rester là et de ne pas ramener l'enjeu de ce mouvement à la contradiction structurelle qui lui a donné naissance, au risque de faire l'impasse sur le traitement politique de cette contradiction. Or c'est de lui, c'est-à-dire des forces sociales mobilisées et surtout de la ligne des organisations qui orientent les luttes que dépend leur caractère anticapitaliste ou non. Si, faute de distinguer les niveaux d'analyse, on en conclut à l'anticapitalisme d'un mouvement sur la seule base des contradictions structurelles qui l'ont fait surgir, il arrive ce qui doit arriver. On s'y engage en croyant contribuer à l'émergence d'une société faite pour et par les travailleurs, pour finir par découvrir que l'on n'a fait qu'œuvrer au renouvellement de celle qui existe, c'est-à-dire au « changement ».

**Jean-Pierre Garnier**

## NOTES

1. J.-M. Charon, « Nouvelles luttes? Nouveaux mouvements? » in *Critique communiste*, n° 24, septembre 1978.
2. J.-P. Garnier et D. Goldschmidt, *le Socialisme à visage urbain*, Rupture, 1978.
3. Monique Dagnaud, *le Mythe de la qualité de la vie et la politique urbaine en France*, Mouton, 1978.
4. Augustin Antunes, « La défense du cadre de vie », in *Esprit*, n° 6, 1978.
5. Michel Wieviorka, « Les consommateurs entre Marx et Illich », in *le Monde diplomatique*, novembre 1978.
6. A. Antunes, article cité.

7. M. Wiewiorka, article cité.
8. A. Antunes, article cité.
9. Régis Debray, *Modeste Contribution aux discours et cérémonies officielles du X<sup>e</sup> anniversaire*, Maspero, 1978.
10. « Entretien avec Michel Albert », in *l'Expansion*, novembre 1978.
11. Claire et François Masnata-Rubattel, *le Pouvoir suisse*, Ch. Bourgois, 1978.
12. Henri Lefebvre, *la Survie du capitalisme*, Anthropos, 1973.
13. Colloque « Décision et pouvoir » organisé les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1978 à l'université de Paris-Dauphine.
14. Ch. Debbasch, « Réveiller le civisme », *le Monde*, 28 avril 1978.
15. Manuel Castells, *Luttes urbaines*, Maspero, 1975.

Jean-Pierre Garnier

## NOTES

1. J. M. Gagnon, « Nouvelles idées, nouveaux instruments », in *Cahiers de la politique internationale*, n° 24, septembre 1978.
2. J.-P. Garnier et D. Goldschmidt, *Le Socialisme et le capitalisme*, Fayard, 1978.
3. François Debray, *Le Pouvoir de la parole et la parole du pouvoir*, Seuil, 1978.
4. Augustin Antunes, « L'évolution du cadre de vie », in *États*, n° 6, 1978.
5. Michel Wiewiorka, « Les consommateurs entre Marx et Lukács », in *Le Monde*, 10 novembre 1978.
6. A. Antunes, article cité.